



Comprendre la guerre en Libye (1/3)

Par [Michel Collon](#)

Mondialisation.ca, 08 avril 2011

michelcollon.info 8 avril 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#), [LE MAGHREB](#)

Vous êtes très nombreux à réagir à la guerre en Libye et à envoyer vos questions. Michel Collon qui a publié plusieurs livres sur les stratégies de guerre des Etats-Unis et les médiamentonges des conflits précédents, répond à toutes ces questions et présente ici une analyse globale de ce conflit. Investig'Action tient à attirer votre attention sur l'importance de ce texte...

Partie 1 : Des questions qu'il faut se poser à chaque guerre

Partie 2 : Les véritables objectifs des USA vont bien au-delà du pétrole

Partie 3 : Pistes pour agir



Des questions qu'il faut se poser à chaque guerre

27 fois. Les Etats-Unis ont bombardé un pays à 27 reprises depuis 1945. Et chaque fois, on nous a affirmé que ces actes de guerre étaient « justes » et « humanitaires ». Aujourd'hui, on nous dit que cette guerre est différente des précédentes. Mais on l'avait dit aussi la fois passée. Et la fois d'avant. On le dit chaque fois. N'est-il pas temps de mettre sur papier les questions qu'il faut se poser à chaque guerre pour ne pas se faire manipuler ?

Pour la guerre, il y a toujours de l'argent ?

Dans le pays le plus puissant du globe, quarante-cinq millions de gens vivent sous le seuil de pauvreté. Aux Etats-Unis, écoles et services publics tombent en ruines, parce que l'Etat « n'a pas d'argent ». En Europe aussi, « pas d'argent » pour les retraites ou pour créer des emplois.

Mais lorsque la cupidité des banquiers provoque une crise financière, là, en quelques jours, on trouve des milliards pour les sauver. Ce qui a permis à ces mêmes banquiers US de distribuer l'an dernier 140 milliards \$ de récompenses et bonus à leurs actionnaires et traders spéculateurs.

Pour la guerre aussi, il semble facile de trouver des milliards. Or, ce sont nos impôts qui paient ces armes et ces destructions. Est-il bien raisonnable de faire partir en fumée des centaines de milliers d'euros à chaque missile ou de gaspiller cinquante mille euros de

l'heure avec un porte-avions ? A moins que la guerre soit une bonne affaire pour certains ?

Pendant ce temps, un enfant meurt de faim toutes les cinq secondes et le nombre de pauvres ne cesse d'augmenter sur notre planète en dépit des promesses.

Quelle différence entre un Libyen, un Bahreini et un Palestinien ?

Présidents, ministres et généraux jurent solennellement que leur objectif est seulement de sauver des Libyens. Mais, au même moment, le sultan du Bahrein massacre des manifestants désarmés grâce aux deux mille soldats saoudiens envoyés par les Etats-Unis ! Au même moment, au Yémen, les troupes du dictateur Saleh, allié des USA, tuent 52 manifestants à la mitrailleuse. Ces faits n'ont été contestés par personne, mais le ministre US de la Guerre, Robert Gates, a juste déclaré : « *Je ne crois pas que ce soit mon rôle d'intervenir dans les affaires internes du Yémen* » [1].

Pourquoi ce « deux poids, deux mesures » ? Parce que Saleh accueille docilement la Vème Flotte US et dit oui à tout ce que lui commande Washington ? Parce que le régime barbare d'Arabie saoudite est complice des multinationales pétrolières ? Il y aurait de « bons dictateurs » et de « mauvais dictateurs » ?

Comment les USA et la France peuvent-ils se prétendre humanitaires ? Lorsqu'Israël a tué deux mille civils en bombardant Gaza, ont-ils instauré une « no fly zone » ? Non. Ont-ils pris des sanctions ? Aucune. Pire : Javier Solana, alors responsable des Affaires étrangères de l'U.E. a déclaré à Jérusalem : « *Israël est un membre de l'Union européenne sans être membre de ses institutions. Israël est partie prenante à tous les programmes* » de recherche et de technologie de l'Europe des 27. Ajoutant même : « *Aucun pays hors du continent n'a le type de relations qu'Israël entretient avec l'Union européenne.* » Sur ce point, Solana dit vrai : l'Europe et ses fabricants d'armes collaborent étroitement avec Israël dans la production des drones, missiles et autres armements qui sèment la mort à Gaza.

Rappelons qu'Israël a chassé sept cent mille Palestiniens de leurs villages en 1948, refuse toujours de leur rendre leurs droits et continue à commettre de multiples crimes de guerre. Sous cette occupation, 20% de la population palestinienne actuelle a séjourné ou séjourne dans les prisons d'Israël. Des femmes enceintes sont forcées d'accoucher attachées à leur lit et renvoyées immédiatement dans leurs cellules avec leurs bébés ! Mais ces crimes-là sont commis avec la complicité active des USA et de l'UE.

La vie d'un Palestinien ou d'un Bahreini ne vaut pas celle d'un Libyen ? Il y aurait les « bons Arabes » et les « mauvais Arabes » ?

Pour ceux qui croient encore à la guerre humanitaire...

Dans un débat télévisé que j'ai eu avec Louis Michel, ancien ministre belge des Affaires étrangères et commissaire européen à la Coopération au développement, celui-ci m'a juré - la main sur le cœur - que cette guerre visait à « *mettre en accord les consciences de l'Europe* ». Il a été appuyé par Isabelle Durant, dirigeante des Verts belges et européens. Ainsi, les écologistes « *peace and love* » ont muté va-t-en-guerre !

Le problème, c'est qu'on nous parle de guerre humanitaire à chaque fois, et que ces gens « de gauche » comme Durant s'y sont à chaque fois laissé prendre. Ne feraient-ils pas mieux de lire ce que pensent vraiment les dirigeants US au lieu de juste les écouter à la télévision ?

Ecoutez par exemple, à propos des bombardements contre l'Irak, le célèbre Alan Greenspan, qui fut longtemps directeur de la réserve fédérale des USA. Il écrit dans ses mémoires : « *Je suis attristé qu'il soit politiquement incorrect de reconnaître ce que chacun sait : la guerre en Irak était essentiellement pour le pétrole* » [2]. Ajoutant : « *Les officiels de la Maison-Blanche m'ont répondu : 'Eh bien, malheureusement, nous ne pouvons parler du pétrole'.* » [3]

Ecoutez, à propos des bombardements contre la Yougoslavie, John Norris, directeur de com de Strobe Talbott qui était alors vice-ministre US des Affaires étrangères, chargé des Balkans. Norris écrit dans ses mémoires : « *Ce qui explique le mieux la guerre de l'Otan, c'est que la Yougoslavie résistait aux grandes tendances des réformes politiques et économiques (il veut dire : refusait d'abandonner le socialisme), et ce n'est pas notre devoir envers les Albanais du Kosovo.* » [4]

Ecoutez, à propos des bombardements contre l'Afghanistan, ce que disait alors l'ancien ministre US des Affaires étrangères Henry Kissinger : « *Il existe des tendances, soutenues par la Chine et le Japon, à créer une zone de libre échange en Asie. Un bloc asiatique hostile combinant les nations les plus peuplées du monde avec de grandes ressources et certains des pays industriels les plus importants serait incompatible avec l'intérêt national américain. Pour ces raisons, l'Amérique doit maintenir une présence en Asie...* » [5]

Ceci confirmait la stratégie avancée par Zbigniew Brzezinski, qui fut responsable de la politique étrangère sous Carter et est l'inspirateur d'Obama : « *L'Eurasie (Europe + Asie) demeure l'échiquier sur lequel se déroule le combat pour la primauté globale. (...) La façon dont les Etats-Unis 'gèrent' l'Eurasie est d'une importance cruciale. Le plus grand continent à la surface du globe en est aussi l'axe géopolitique. Toute puissance qui le contrôle, contrôle par là même deux des trois régions les plus développées et les plus productives. 75% de la population mondiale, la plus grande partie des richesses physiques, sous forme d'entreprises ou de gisements de matières premières, quelque 60% du total mondial.* » [6]



A gauche, n'a-t-on rien appris des médiemensonges humanitaires des guerres précédentes ?

Quand Obama le dit lui-même, vous ne le croyez pas non plus ?

Ce 28 mars, Obama a justifié ainsi la guerre contre la Libye : « *Conscients des risques et des coûts de l'action militaire, nous sommes naturellement réticents à employer la force pour résoudre les nombreux défis du monde. Mais lorsque nos intérêts et valeurs sont en jeu, nous avons la responsabilité d'agir. Vu les coûts et les risques de l'intervention, nous devons chaque fois mesurer nos intérêts face à la nécessité d'une action. L'Amérique a un important intérêt stratégique à empêcher Kadhafi de défaire ceux qui s'opposent à lui.* »

N'est-ce pas clair ? Alors, certains disent : « *Oui, c'est vrai, les Etats-Unis n'agissent que s'ils y trouvent leur intérêt aussi. Mais au moins, à défaut de pouvoir intervenir partout, on aura sauvé ces gens-là.* »

Faux. Nous allons montrer que seuls les intérêts seront défendus. Pas les valeurs. D'abord, chaque guerre US fait plus de victimes qu'il n'y en avait avant (en Irak, un million de victimes directes ou indirectes !). Ensuite, l'intervention en Libye en prépare d'autres...

Qui refusait de négocier ?

Mais, dès que vous émettez un doute sur l'opportunité de cette guerre contre la Libye, tout de suite, on vous culpabilise : « *Vous refusez donc de sauver les Libyens du massacre ?* »

Question mal posée. Supposons que tout ce qu'on nous a raconté se soit vraiment passé. Premièrement, arrête-t-on un massacre par un autre massacre ? Nous savons qu'en bombardant, nos armées vont tuer de nombreux civils innocents. Même si, comme à chaque guerre, les généraux nous promettent que celle-ci sera « propre », nous avons l'habitude de cette propagande.

Deuxièmement, il y avait un moyen beaucoup plus simple et efficace de sauver des vies tout de suite. Tous les pays d'Amérique latine ont proposé d'envoyer immédiatement une mission de médiation, présidée par Lula. La Ligue arabe et l'Union africaine soutenaient cette démarche et Kadhafi avait accepté (proposant aussi d'envoyer des observateurs internationaux pour vérifier le cessez-le feu).

Mais les insurgés libyens et les Occidentaux ont refusé cette médiation. Pourquoi ? « *Parce que Kadhafi n'est pas de bonne foi* », disent-ils. Possible. Tandis que les insurgés et leurs protecteurs occidentaux ont toujours été de bonne foi ? A propos des Etats-Unis, il est utile de rappeler comment ils se sont comportés dans *toutes* les guerres précédentes à chaque fois qu'un cessez-le-feu était possible...

En 1991, lorsque Bush père a attaqué l'Irak parce que celui-ci avait envahi le Koweït, Saddam Hussein a proposé de se retirer et qu'Israël évacue aussi les territoires illégalement occupés en Palestine. Mais les USA et les pays européens ont refusé six propositions de négociation. [7]

En 1999, lorsque Clinton a bombardé la Yougoslavie, Milosevic avait accepté les conditions imposées à Rambouillet, mais les USA et l'Otan en ont rajouté une, volontairement inacceptable : l'occupation totale de la Serbie. [8]

En 2001, lorsque Bush fils a attaqué l'Afghanistan, les talibans avaient proposé de livrer Ben Laden à un tribunal international si on fournissait des preuves de son implication, mais Bush a refusé de négocier.

En 2003, lorsque Bush fils a attaqué l'Irak sous prétexte d'armes de destruction massive, Saddam Hussein a proposé d'envoyer des inspecteurs, mais Bush a refusé car il savait que les inspecteurs ne trouveraient rien. Ceci a été confirmé par la divulgation du mémo d'une réunion entre le gouvernement britannique et les dirigeants des services secrets britanniques en juillet 2002 : « *Les dirigeants britanniques espéraient que l'ultimatum soit*

rédigé en des termes inacceptables afin que Saddam Hussein le rejette directement. Mais ils étaient loin d'être certains que cela marcherait. Alors, il y avait un Plan B : les avions patrouillant dans la « no fly zone » jetant de nombreuses bombes en plus dans l'espoir que ceci provoquerait une réaction qui donnerait une excuse pour une large campagne de bombardements. » [9]

Alors, avant d'affirmer que « nous » disons toujours la vérité tandis que « eux » mentent toujours, et aussi que « nous » recherchons toujours une solution pacifique, tandis que « eux » ne veulent pas de compromis, il faudrait être plus prudents... Tôt ou tard, le public apprendra ce qui s'est vraiment passé lors des négociations en coulisses, et constatera une fois de plus qu'il a été manipulé. Mais il sera trop tard, et on ne ressuscitera pas les morts.



La Libye, c'est comme la Tunisie et l'Égypte ?

Dans son excellente interview publiée il y a quelques jours par Investig'Action, Mohamed Hassan posait la bonne question : « *Libye : révolte populaire, guerre civile ou agression militaire ?* ». A la lumière des recherches récentes, il est possible de répondre : les trois, en fait. Une révolte spontanée, rapidement récupérée et transformée en guerre civile (qui avait été préparée), le tout servant de prétexte à une agression militaire. Qui, elle aussi, avait été préparée. Rien ne tombe du ciel en politique. Expliquons-nous...

En Tunisie et en Égypte, la révolte populaire a grandi progressivement en quelques semaines, s'organisant peu à peu et s'unifiant sur des revendications claires, ce qui a permis de chasser les tyrans. Mais quand on analyse l'enchaînement ultra-rapide des événements à Benghazi, on est intrigué. Le 15 février, manifestation des parents de prisonniers politiques de la révolte de 2006. Manifestation durement réprimée, comme cela a toujours été le cas en Libye et dans les autres pays arabes. Et, à peine deux jours plus tard, re-manifestation, mais cette fois, les manifestants sont armés et passent directement à l'escalade contre le régime de Kadhafi. En deux jours, une révolte populaire devient une guerre civile ! Tout à fait spontanément ?

Pour le savoir, il faut examiner ce qui se cache sous le vocable imprécis « opposition libyenne ». A notre avis, quatre composantes aux intérêts très différents. 1° Une opposition démocratique. 2° Des dignitaires de Kadhafi « retournés » par l'Ouest. 3° Des clans libyens mécontents du partage des richesses. 4° Des combattants de tendance islamiste.

Qui compose cette « opposition libyenne » ?

Dans cet enchevêtrement, il est important de savoir à qui on a à faire. Et surtout quelle faction a été intégrée dans les stratégies des grandes puissances...

1° Opposition démocratique. Il est légitime d'avoir des revendications face au régime Kadhafi, dictatorial et corrompu comme les autres régimes arabes. Un peuple a le droit de vouloir remplacer un régime autoritaire par un système plus démocratique. Cependant, ces revendications sont jusqu'ici peu organisées et sans programme précis. On rencontre aussi, à l'étranger, des mouvements révolutionnaires libyens, également assez disparates, mais tous opposés à l'ingérence étrangère. Pour diverses raisons que l'on va clarifier, ce ne sont pas ces éléments démocratiques qui ont grand chose à dire aujourd'hui sous la bannière des USA et de la France.

2° Dignitaires « retournés ». A Benghazi, un « gouvernement provisoire » a été instauré et est dirigé par Mustapha Abud Jalil. Cet homme était, jusqu'au 21 février, ministre de la Justice de Kadhafi. Deux mois plus tôt, Amnesty l'avait placé sur la liste des plus effroyables responsables de violations de droits humains d'Afrique du nord ». C'est cet individu qui, selon les autorités bulgares, avait organisé les tortures de infirmières bulgares et du médecin palestinien longtemps détenus par le régime. Un autre « homme fort » de cette opposition est le général Abdul Fatah Younis, ex ministre de l'Intérieur de Kadhafi et auparavant chef de la police politique. On comprend que Massimo Introvigne, représentant de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) pour la lutte contre le racisme, la xénophobie et la discrimination, estime que ces personnages « *ne sont pas les 'démocrates sincères' des discours d'Obama, mais parmi les pires instruments du régime de Kadhafi, qui aspirent à chasser le colonel pour prendre sa place* ». (1)

3° Clans mécontents. Comme le soulignait Mohamed Hassan, la structure de la Libye est restée fortement tribale. Durant la période coloniale, sous le régime du roi Idriss, les clans de l'est dominaient et les richesses pétrolières leur profitaient. Après la révolution de 1969, Kadhafi s'est appuyé sur les tribus de l'ouest et c'est l'est qui a été défavorisé. Il faut le regretter, un pouvoir démocratique et juste doit veiller à combattre les discriminations entre régions. On peut aussi se demander si les anciennes puissances coloniales n'ont pas encouragé les tribus mécontentes à saper l'unité du pays. Ce ne serait pas la première fois. Aujourd'hui, France et USA misent sur les clans de l'est pour prendre le contrôle du pays. Diviser pour régner, un vieux classique du colonialisme.

4° Eléments d'Al-Qaida. Des câbles diffusés par Wikileaks avertissaient que l'Est de la Libye était, proportionnellement, le premier exportateur au monde de « combattants – martyrs » en Irak. Des rapports du Pentagone décrivaient un « scénario alarmant » sur les rebelles libyens de Benghazi et Derna. Derna, ville de 80.000 habitants à peine, serait la première source de jihadistes en Irak. De même, Vicent Cannistraro, ancien chef de la CIA en Libye, signale parmi les rebelles beaucoup d' « *extrémistes islamiques capables de créer des problèmes* » et que les « *probabilités [sont] élevées que les individus les plus dangereux puissent avoir une influence dans le cas où Kadhafi devrait tomber* ». (1).

Evidemment, tout ceci s'écrivait lorsque Kadhafi était encore « un ami ». Mais ça montre l'absence totale de principes dans le chef des USA et de leurs alliés. Quand Kadhafi a réprimé la révolte islamiste de Benghazi en 2006, ce fut avec les armes et le soutien des Occidentaux. Une fois, on est contre les combattants à la Ben Laden. Une fois, on les utilise. Faudrait savoir.

Parmi ces diverses « oppositions », quel élément l'emportera ? C'est peut-être aussi un but de l'intervention militaire de Washington, Paris et Londres : veiller à ce que « les bons » l'emportent ? Les bons de leur point de vue évidemment. Plus tard, on utilisera la « menace islamique » comme prétexte pour s'installer durablement

En tout cas, une chose est sûre : le scénario libyen est différent des scénarios tunisien ou égyptien. Là, c'était « un peuple uni contre un tyran ». Ici, on est dans une guerre civile, Kadhafi disposant du soutien d'une partie de la population. Et dans cette guerre civile, le rôle qu'ont joué les services secrets US et français n'est déjà plus si secret que ça...

Quel a été le rôle des services secrets ?

En réalité, l'affaire libyenne n'a pas commencé en février à Benghazi en février, mais à Paris le 21 octobre 2010. Selon les révélations du journaliste italien Franco Bechis (*Libero*, 24

mars), c'est ce jour-là que les services secrets français ont préparé la révolte de Benghazi. Ils ont alors « retourné » (ou peut-être déjà avant) Nuri Mesmari, chef du protocole de Kadhafi, qui était quasiment son bras droit. Le seul qui entra sans frapper dans la résidence du guide libyen. Venu à Paris avec toute sa famille pour une opération chirurgicale, Mesmari n'y a rencontré aucun médecin, mais se serait par contre entretenu avec plusieurs fonctionnaires des services secrets français et de proches collaborateurs de Sarkozy, selon le bulletin web *Maghreb Confidential*.

Le 16 novembre, à l'hôtel Concorde Lafayette, il aurait préparé une imposante délégation qui allait se rendre deux jours plus tard à Benghazi. Officiellement, il s'agissait de responsables du ministère de l'Agriculture et de dirigeants des firmes France Export Céréales, France Agrimer, Louis Dreyfus, Glencore, Cargill et Conagra. Mais, selon les services italiens, la délégation comportait aussi plusieurs militaires français camouflés en hommes d'affaires. A Benghazi, ils rencontreront Abdallah Gehani, un colonel libyen que Mesmari a indiqué comme étant prêt à désertir.

A la mi-décembre, Kadhafi, méfiant, envoie un émissaire à Paris pour essayer de contacter Mesmari. Mais la France l'arrête. D'autres Libyens se rendent visite à Paris le 23 décembre, et ce sont eux qui vont diriger la révolte de Benghazi avec les milices du colonel Gehani. D'autant que Mesmari a fourni aux Français de nombreux secrets de la défense libyenne. De tout ceci, il ressort que la révolte à l'est n'est donc pas si spontanée qu'on nous l'a dit. Mais ce n'est pas tout. Il n'y a pas que les Français...

Qui dirige à présent les opérations militaires du « Conseil national Libyen » anti-Kadhafi ? Un homme tout juste arrivé des USA le 14 mars, selon *Al Jazeera*. Décrit comme une des deux « stars » de l'insurrection libyenne par le quotidien britannique de droite *Daily Mail*, Khalifa Hifter est un ancien colonel de l'armée libyenne, passé aux Etats-Unis. Celui qui fut un des principaux commandants militaires de la Libye jusqu'à la désastreuse expédition au Tchad fin des années 80, a ensuite émigré aux USA et vécu ces vingt dernières années en Virginie. Sans source de revenus connue, mais à petite distance des bureaux... de la CIA. [10] Le monde est petit.

Comment un haut militaire libyen peut-il entrer aux Etats-Unis en toute tranquillité, quelques années après l'attentat terroriste de Lockerbie, pour lequel la Libye a

été condamnée, et vivre vingt ans tranquillement à côté de la CIA ? Il a forcément dû offrir quelque chose en échange. Publié en 2001, le livre *Manipulations africaines* de Pierre Péan retrace les connexions d'Hifter avec la CIA et la création, avec le soutien de celle-ci, du Front National de Libération Libyen. Le seul exploit du dit Front sera l'organisation en 2007, aux USA, d'un « congrès national » financé par le National Endowment for Democracy [11], traditionnel intermédiaire de la CIA pour arroser les organisations au service des Etats-Unis...

En mars de cette année, à une date non communiquée, le président Obama a signé un ordre secret autorisant la CIA à mener des opérations en Libye pour renverser Kadhafi. Le *Wall Street Journal*, qui relate ceci le 31 mars, ajoute : « Les responsables de la CIA reconnaissent avoir été actifs en Libye depuis plusieurs semaines, tout comme d'autres services occidentaux. ».

Tout ceci n'est plus très secret, ça figure depuis un bon moment sur Internet, et ce qui est étonnant, c'est que les grands médias n'en aient pas dit un mot. Pourtant, on a déjà connu

de nombreux exemples de « combattants de la liberté » ainsi armés et financés par la CIA. Par exemple, dans les années 80, les milices terroristes *contras*, mises sur pied par Reagan pour déstabiliser le Nicaragua et renverser son gouvernement progressiste. N'a-t-on rien appris de l'Histoire ? Cette « gauche » européenne qui applaudit aux bombardements n'utilise pas Internet ?

Faut-il s'étonner que les services italiens « balancent » ainsi les exploits de leurs confrères français et que ceux-ci « balancent » leurs collègues US ? Seulement si on croit aux belles histoires sur l'amitié entre « alliés occidentaux ». On va en parler...

A SUIVRE :

2. Les objectifs des USA vont bien au-delà du pétrole
3. Pistes pour agir

www.michelcollon.info

Dessin : Latuff

[1] *Reuters*, 22/3.

[2] *Sunday Times*, 16 septembre 2007.

[3] *Washington Post*, 17 septembre 2007.

[4] *Collision Course*, Praeger, 2005, p.xiii.

[5] *Does America need a foreign policy ?*, Simon and Schuster, 2001, p. 111.

[6] *Le Grand Echiquier*, Paris 1997, p. 59-61.

[7] Michel Collon, *Attention, médias !* Bruxelles, 1992, p. 92.

[8] Michel Collon, *Monopoly, - L'Otan à la conquête du monde*, Bruxelles 2000, page 38.

[9] Michael Smith, La véritable information des mémos de Downing Street, *Los Angeles Times*, 23 juin 2005.

[10] *McClatchy Newspapers (USA)*, 27 mars.

[11] Eva Golinger, *Code Chavez, CIA contre Venezuela*, Liège, 2006

La source originale de cet article est michelcollon.info

Copyright © [Michel Collon](http://michelcollon.info), michelcollon.info, 2011

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca